

4PS Construction Software SAS

Société par actions simplifiée
au capital de 100.000 euros
Siège social : 126 rue Gallieni, 92100 Boulogne Billancourt
(la « **Société** »)

S T A T U T S

La société **4PS BV**, société de droit néerlandais, dont le siège social est situé Keplerlaan 16, 6716BS Ede, Pays-Bas, identifiée sous le numéro 08087997 et représentée par Monsieur Luurt Albert Sibrand van der Ploeg en sa qualité de représentant légal,

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'il a décidé de constituer.

TITRE I

**FORME - OBJET- DÉNOMINATION SOCIALE -
SIÈGE SOCIAL - DURÉE**

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée. Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur régissant les sociétés par actions simplifiées, ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

4PS Construction Software SAS

A French *société par actions simplifiée*
with a share capital of EUR 100,000
Registered office: 126 rue Gallieni, 92100 Boulogne Billancourt
(the “**Company**”)

ARTICLES OF ASSOCIATION

4PS BV, a company incorporated under Dutch law, having its registered office located at Keplerlaan 16, 6716BS Ede, the Netherlands, identified under the number 08087997 and represented by M. Luurt Albert Sibrand van der Ploeg, in his quality of legal representative,

has executed the following articles of association of the *société par actions simplifiée*, which he has decided to set up.

SECTION I

**FORM – CORPORATE PURPOSE - CORPORATE NAME
REGISTERED OFFICE - TERM**

ARTICLE 1 - FORM

The Company is a French *société par actions simplifiée*. It is governed by the laws and regulations in force regarding the *sociétés par actions simplifiées*, and these articles of association.

The Company shall operate under the same form, irrespective of whether it has one or more shareholders.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la conception de logiciels, en particulier de logiciels dédiés au secteur de la construction, de l'industrie et de l'ingénierie, étant précisé que cette conception de logiciels est limitée au marché français ;
- la vente, fourniture et mise en place desdits logiciels, ainsi que la prestation de conseils quant à leur mise en œuvre et développement ;
- et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes et de nature à en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale :

4PS Construction Software SAS

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 2 - CORPORATE PURPOSE

The Company shall have as its purpose, directly or indirectly, in France and abroad:

- the software design, in particular software for the construction, industry and engineering sectors, *it being specified that this software design is limited to the localization to the French market*;
- the sale, supply and installation of said software, as well as the consulting on its implementation and development;
- and, more generally, any commercial, industrial, financial, moveable and real estate operations which is linked, directly or indirectly to this purpose and or which may facilitate its completion.

ARTICLE 3 - CORPORATE NAME

The corporate name of the Company is:

4PS Construction Software SAS

In all legal instruments and documents issued by the Company to third parties, the corporate name shall be immediately preceded or followed by the words "*société par actions simplifiée*" or the initials "S.A.S." and the indication of the amount of the share capital, as well as the registration number with the Trade and Companies Registry.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à l'adresse suivante : 126 rue Gallieni, 92100 Boulogne Billancourt.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président ou du(des) Directeur(s) Général(aux) qui est(sont) investi(s) des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'associé unique ou la collectivité des associés.

ARTICLE 4 - REGISTERED OFFICE

The registered office is at the following address: 126 rue Gallieni, 92100 Boulogne Billancourt.

It may be transferred to any other location in France by a simple decision of the President or the General Manager(s), who has(have) the necessary powers to make the relevant subsequent amendments to the articles of association.

ARTICLE 5 - TERM

The duration of the Company is ninety-nine (99) years from the date of its registration with the Trade and Companies Registry, except in the event of early dissolution or an extension decided by the sole shareholder or the shareholders.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

La soussignée apporte, lors de la constitution de la Société, une somme totale de cent mille (100.000) euros correspondant à la valeur nominale de cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, qui ont été intégralement souscrites et libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le 7 février 2025 par la banque Deutsche Bank AG, Paris Branch, où les fonds ont été régulièrement déposés sur un compte ouvert au nom de la Société en formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de cent mille (100.000) euros, divisé en cent mille (100.000) actions d'une valeur nominale de d'un (1) euro chacune, de même catégorie et intégralement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité stipulées à l'**Article 22** des statuts, ou par décision de l'associé unique si la Société ne comporte qu'un seul associé.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'augmentation ou la réduction de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

SECTION II

CONTRIBUTIONS - CAPITAL - SHARES

ARTICLE 6 - CONTRIBUTIONS

The undersigned contributes at the time of incorporation of the Company, a total amount of Eur one hundred thousand (100,000) corresponding to the par value of one hundred thousand (100,000) shares with a par value of Eur one (1) each, which have been fully subscribed and paid up as attested by the certificate of the depository bank issued on 7 February 2025 by the Deutsche Bank AG, Paris Branch where the funds were duly deposited in an account opened in the name of the Company in formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL

The share capital of the Company amounts to Eur one hundred thousand (100,000), divided into one hundred thousand (100,000) shares, with a par value of Eur one (1) each, all of the same class and fully subscribed.

ARTICLE 8 – MODIFICATION OF THE SHARE CAPITAL

The share capital may be increased or reduced under the conditions set forth by the law, through a collective decision of the shareholders in compliance with the conditions of quorum and majority provided for by **Article 22** or through a decision of the sole shareholder where there is only one shareholder.

The shareholders may also delegate to the President all powers necessary to increase or reduce the share capital on one or more occasions, in accordance with under the conditions set forth by the law and regulations in force, to set the terms and conditions of such increases or reductions, to acknowledge its completion thereof and to amend the articles of association accordingly.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

En cas d'augmentation de capital social, le capital social doit être libéré au moins du quart de celle-ci au moment de la souscription. Les versements au capital peuvent se réaliser en numéraire ou par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles à l'encontre de la Société.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Il peut être émis tout type de valeurs mobilières dans les conditions légales.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Outre le droit de vote qui lui est attaché, chaque action donne droit, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part qui est proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par le Code de commerce et les présents statuts.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, y compris toutes modifications ultérieures de ceux-ci, et à toutes les autres décisions prises par les associés ou l'associé unique, conformément aux présents statuts et la loi.

Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

ARTICLE 9 - PAYMENT OF SHARES

In the event of an increase of the share capital, the amount of the increase of the share capital must be paid up, at least to the extent of one quarter, at the time of subscription. Capital payments may be made in cash or by way of a set off against debts which are due and payable by the Company.

ARTICLE 10 - FORM OF THE SHARES

The shares shall be in registered form.

They give rise to an entry in an account opened by the Company in the name of the shareholder under the conditions and according to the terms and conditions provided for by the law and regulations in force.

The shares are indivisible with respect to the Company.

Any type of securities may be issued under the legal conditions.

ARTICLE 11 - RIGHTS AND OBLIGATIONS ATTACHING TO THE SHARES

In addition to the voting right that is attached to it, each share shall give the right to a share in the corporate assets, profits and the liquidation surplus, proportionate to the share of the capital that it represents, as well as the right to be informed about the Company's operations and to obtain certain corporate documents at the times and under the conditions set forth in the French Commercial Code and these articles of association.

The ownership of a share automatically implies the acceptance of the articles of association, including any subsequent amendments thereto, and of all other decisions duly taken by the shareholders or the sole shareholder, in accordance with these articles of association and the law.

The rights and obligations attached to each share shall be transferred to each subsequent holder of such share.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions afin de pouvoir exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer les droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ ET TRANSFERT DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription sur un compte ouvert au nom de leur titulaire. Une attestation d'inscription en compte sera délivrée par la Société à tout associé en faisant la demande.

Les transferts d'actions par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les actions peuvent être librement cédées à des tiers étrangers à la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 13 – NOMINATION/REVOCATION DU PRÉSIDENT ET DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

La Société est dirigée, administrée et représentée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé.

L'associé unique ou les associés peuvent nommer une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s), associée(s) ou non, en tant que Directeur(s) Général(aux).

A l'exception du premier Président qui est désigné dans les présents statuts, le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) est/sont nommé(s) par décision des associés statuant aux conditions prévues aux **Articles 18 à 23** des statuts pour la durée fixée dans la décision de nomination ou, à défaut, pour une durée indéterminée.

Each time it is necessary to hold several shares in order to exercise a right, holders of isolated shares or having a number of shares below the required amount, may not exercise such right unless such holders form a grouping or, if applicable, purchase or sell the necessary number of shares.

The voting right belongs to the bare owner, except for decisions concerning the allocation of results where it is reserved for the usufructuary. The bare owner and the usufructuary have the right to participate in all collective decisions.

ARTICLE 12 - TITLE TO THE SHARES - TRANSFER OF THE SHARES

Title to the shares is established by their registration in an account opened in the name of their holder. A certificate of registration of shares in such shareholder's account shall be delivered by the Company to any shareholder who so requests.

Any transfer of shares by the sole shareholder is free.

If there are several shareholders, shares may be freely transferred to persons who are not shareholders of the Company.

SECTION III

MANAGEMENT AND CONTROL OF THE COMPANY

ARTICLE 13 – PRESIDENT/GENERAL MANAGERS (DIRECTEURS GÉNÉRAUX)/APPOINTMENT/REMOVAL/

The Company shall be managed and represented by a President, who may be an individual or a legal person, whether or not a shareholder.

The sole shareholder or the shareholders may appoint one or more individual(s) or legal person(s), whether or not shareholder(s), as General Manager(s) ("*Directeur(s) Général(aux)*").

Except for the first President who is appointed in these articles of association, the President and/or the General Manager(s) is/are appointed by decision of the shareholders taken in the conditions set forth in **Articles 18 to 23** herein for the duration determined by the appointment decision, or, otherwise, for an indefinite duration.

Le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) peu(ven)t démissionner de ses/leurs fonctions en informant les associés, par tout moyen, moyennant un préavis d'un (1) mois, sauf dispense de préavis acceptée par écrit par la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas.

Le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) est/sont révocables *ad nutum* et à tout moment par décision des associés statuant aux conditions prévues aux **Articles 18 à 23** des statuts, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un quelconque motif. La révocation du Président et/ou du/des Directeur(s) Général(aux) ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le(s) Directeur(s) Général(aux) conserve(nt) leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) pourra(ont) recevoir une rémunération librement fixée par les associés lors de sa/leur décision de nomination ou ultérieurement. Cette rémunération pourra, le cas échéant, être révisée dans les mêmes conditions. De plus, le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) a/ont droit, sur justificatifs, au remboursement des frais engagés par lui/eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 14 – POUVOIRS DU PRESIDENT ET DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les présents statuts aux associés ou à l'associé unique. Le ou les Directeurs Généraux sont investis des mêmes pouvoirs que le Président.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les décisions ou actes du Président et/ou du(des) Directeur(s) Général(aux) qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que les décisions ou actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts au Registre du Commerce et des Sociétés ne suffit pas à constituer cette preuve.

The President and/or the General Manager(s) may resign from his/their office by informing the shareholders by any means, with a prior notice of one (1) month, unless an exemption from the notice period is granted in writing by the general meeting of shareholders or the sole shareholder, as the case may be.

The President and/or the General Manager(s) may be revoked at any time and without any justification, by a decision of the shareholders in compliance with the conditions set forth in **Articles 18 to 23** herein. The removal of the President and/or the General Manager(s) shall not entitle him/them to any compensation of any nature whatsoever.

In the event of death, resignation or unavailability of the President, the General Manager(s) shall continue to exercise his/their office and powers until the appointment of the new President.

The President and/or the General Manager(s) may receive a remuneration freely determined by the shareholders at the time of his/their appointment or later. Such remuneration may be revised under the same conditions. In addition, the President and/or the General Manager(s) is/are entitled to the reimbursement of expenses incurred by them in the performance of their duties, upon justification.

ARTICLE 14 – POWERS OF THE PRESIDENT AND THE GENERAL MANAGERS (DIRECTEURS GÉNÉRAUX)

The President shall have full authority to act in all circumstances on behalf of the Company within the limits of the corporate purpose, subject to the powers which are expressly attributed by law or these articles of association to the sole shareholder or the shareholders. The General Manager(s) has (have) the same powers as the President.

In its relations with third parties, the Company shall be bound even by those decisions and acts of the President and /or the General Manager(s) which are not within the scope of the corporate purpose, unless it proves that the third party knew, or could not ignore, given the circumstances, that such decisions or acts were outside the scope of such corporate purpose, it being specified that the formal filing of the articles of association with the Trade and Companies Registry is not, in itself, sufficient to constitute such proof.

Dans les rapports avec les associés ou l'associé unique, le Président peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou par les présents statuts aux associés ou à l'associé unique.

Le ou les Directeurs Généraux sont investis des mêmes pouvoirs que le Président.

Le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) peut (peuvent) déléguer, à toute personne de son(leur) choix, une partie de ses (leurs) pouvoirs dans la limite de ceux qui lui(leur) sont conférés par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 15 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

15.1 Composition du Conseil de Surveillance

Il peut être institué un Conseil de Surveillance composé de deux (2) membres au moins et dix (10) membres au plus, nommés par décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique.

Les membres du Conseil de Surveillance sont choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale doit désigner un représentant permanent pour la représenter valablement au sein du Conseil de Surveillance. Le Président de la Société et le(s) Directeur(s) Général(aux) ne peuvent être membres du Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil de Surveillance nommés pour une durée de deux (2) ans et sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin à l'issue de la décision de la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leurs fonctions.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent démissionner de leur mandat en informant les associés, par tout moyen, moyennant un préavis d'un (1) mois, sauf dispense de préavis acceptée par écrit par la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas.

In relations with the shareholders or the sole shareholder, the President may perform any act of management in the interests of the Company within the limits of the corporate purpose, subject to the powers expressly attributed by law or by these articles of association to the shareholders or the sole shareholder.

The General Manager(s) has (have) the same powers as the President.

The President and/or the General Manager(s) may delegate, to any person of his/their choice, a part of his/their authority, within the limits of those powers conferred upon him/them under the law and these articles of association.

ARTICLE 15 – SUPERVISORY BOARD

15.1 Composition of the Supervisory Board

A Supervisory Board may be set up, composed of at least two (2) and at most ten (10) members, appointed through a collective decision of the shareholders or a decision of the sole shareholder.

The members of the Supervisory Board are chosen from among the shareholders or from outside the shareholders and may be individual or legal entities. In the latter case, the legal entity must appoint a permanent representative to validly represent it on the Supervisory Board. The President of the Company and the General Manager(s) may not be members of the Supervisory Board.

The members of the Supervisory Board are appointed for a term of two (2) years and may be re-elected. Their term of office expires at the close of the general meeting of shareholders called to approve the financial statements for the previous financial year and held in the year in which their term of office expires.

The members of the Supervisory Board may resign from his/their office by informing the shareholders by any means, with a prior notice of one (1) month, unless an exemption from the notice period is granted in writing by the general meeting of shareholders or the sole shareholder, as the case may be.

Les membres du Conseil de Surveillance sont révocables *ad nutum* et à tout moment par décision des associés statuant aux conditions prévues aux **Articles 18 à 23** des statuts, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un quelconque motif. Leur révocation ne donnera droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Les membres du Conseil de Surveillance pourront recevoir une rémunération librement fixée par les associés lors de sa/leur décision de nomination ou ultérieurement. Cette rémunération pourra, le cas échéant, être révisée dans les mêmes conditions. De plus, les membres du Conseil de Surveillance ont droit, sur justificatifs, au remboursement des frais engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

15.2 Président du Conseil de Surveillance

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé par le Conseil de Surveillance parmi ses membres, par une décision prise à la majorité. Le Président du Conseil de Surveillance est nommé pour la durée de son mandat de membre du Conseil de Surveillance. Les fonctions de Président du Conseil de Surveillance sont renouvelables.

Le Président du Conseil de Surveillance est révocable à tout moment par une décision prise à la majorité de ses membres.

En cas de cessation des fonctions du Président du Conseil de Surveillance, pour quelque cause que ce soit, le Conseil de Surveillance doit immédiatement pourvoir à la vacance de la présidence.

15.3 Pouvoirs du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président et le(s) Directeur(s) Général(aux) de la Société. A ce titre, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Le Président et le(s) Directeur(s) Général(aux) de la Société ont une obligation de reporting auprès du Conseil de Surveillance.

The members of the Supervisory Board may be revoked at any time and without any justification, by a decision of the shareholders in compliance with the conditions set forth in **Articles 18 à 23** herein. The removal of the members of the Supervisory Board shall not entitle them to any compensation of any nature whatsoever.

The members of the Supervisory Board may receive a remuneration freely determined by the shareholders at the time of his/their appointment or later. Such remuneration may be revised under the same conditions. In addition, the members of the Supervisory Board are entitled to the reimbursement of expenses incurred by them in the performance of their duties, upon justification.

15.2 Chairman of the Supervisory Board

The Chairman of the Supervisory Board is appointed by the Supervisory Board from among its members, by a majority decision. The Chairman of the Supervisory Board is appointed for the duration of his term of office as a member of the Supervisory Board. The office of Chairman of the Supervisory Board is renewable.

The Chairman of the Supervisory Board may be removed from office at any time by a majority decision of its members.

In the event of the Chairman of the Supervisory Board ceasing to hold office, for whatever reason, the Supervisory Board must immediately fill the vacancy.

15.3 Powers of the Supervisory Board

The Supervisory Board exercises ongoing control over the management of the Company by its President and General Manager(s). To this end, the Supervisory Board carries out any controls and verifications it deems appropriate and may request any documents it deems useful for the performance of its duties. The President and General Manager(s) have a reporting obligation to the Supervisory Board.

15.4 Réunions du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois par an pour arrêter les comptes sociaux, sur convocation du Président du Conseil de Surveillance ou d'au moins deux (2) de ses membres par tout moyen, y compris verbalement.

Les réunions du Conseil de Surveillance ont lieu (i) physiquement, au siège social de la Société, ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation ou (ii) à distance, par voie de conférence téléphonique ou visioconférence.

La convocation doit préciser (i) l'ordre du jour, (ii) la date et l'heure de la réunion et (iii) le lieu de la réunion (ou les détails nécessaires pour joindre la conférence téléphonique ou la visioconférence).

Les réunions du Conseil de Surveillance sont présidées par le Président du Conseil de Surveillance ou, en cas d'absence ou d'empêchement temporaire de ce dernier, par tout membre désigné président de séance au début de la réunion par la majorité des membres présents.

Un membre du Conseil de Surveillance peut se faire représenter à une réunion du Conseil de Surveillance par tout autre membre du Conseil de Surveillance, à la condition que le représentant justifie d'un mandat à cet effet.

Le Président de la Société, le ou les Directeurs Généraux ou le commissaire aux comptes peuvent assister aux réunions du Conseil de Surveillance.

15.5 Décisions du Conseil de Surveillance

Les décisions du Conseil de Surveillance ne sont valablement prises que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil de Surveillance qui participent aux réunions par visioconférence ou tout autre moyen de télécommunication autorisé par la réglementation en vigueur.

Les décisions du Conseil de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, chacun disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil de Surveillance est prépondérante.

15.4 Supervisory Board's meetings

The Supervisory Board meets as often as the Company's interests require, and at least once a year to approve the Company's financial statements. Meetings are called by the Chairman of the Supervisory Board or by at least two (2) of its members by any means, including verbally.

Supervisory Board meetings are held (i) in person, at the Company's registered office, or at any other location indicated in the notice of meeting, or (ii) remotely, by conference call or videoconference.

The notice of meeting must specify (i) the agenda, (ii) the date and time of the meeting and (iii) the place of the meeting (or the details needed to join a telephone or video conference).

Meetings of the Supervisory Board are chaired by the Chairman of the Supervisory Board or, in his absence or temporary impediment, by any member appointed by a majority of the members present to chair the meeting at the beginning.

A member of the Supervisory Board may be represented at a meeting of the Supervisory Board by any other member of the Supervisory Board, provided that the representative holds a mandate to this effect.

The Chairman of the Company, the General Manager(s) and the Statutory Auditor may attend Supervisory Board meetings.

15.5 Decisions of the Supervisory Board

Decisions of the Supervisory Board are valid only if half of its members are present or represented. For the purposes of calculating the quorum and majority, Supervisory Board members who take part in meetings by videoconference or any other means of telecommunication authorised by the regulations in force are deemed to be present.

Decisions of the Supervisory Board are taken by a simple majority of the votes of the members present or represented, each having one vote. In the event of a tie, the Chairman of the Supervisory Board has the casting vote.

Les décisions du Conseil de Surveillance peuvent être prises, en l'absence de réunion, dans un acte dès lors que celui-ci constate le consentement de tous les membres du Conseil de Surveillance ou de leurs représentants.

Les décisions du Conseil de Surveillance font l'objet de procès-verbaux reportés sur un registre spécial et signés par le Président du Conseil de Surveillance et un autre membre du Conseil de Surveillance, qui peut être tenu de manière dématérialisée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Ils sont portés à la connaissance du Président de la Société.

Les copies ou extraits des procès-verbaux consignant les décisions du Conseil de Surveillance sont valablement certifiés par le Président du Conseil de Surveillance ou, le cas échéant, le secrétaire de la réunion.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président de la Société, présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants (Directeur Général ou l'un de ses membres du Conseil de Surveillance), l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

A cet effet, le Président doit aviser le commissaire aux comptes, le cas échéant, des conventions intervenues dans le délai d'un (1) mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société, son dirigeant (Directeur Général), son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

In the absence of a meeting, the decisions of the Supervisory Board may be set down in a private deed, provided that such deed confirms the consent of all the members of the Supervisory Board or their representatives.

The minutes of Supervisory Board meetings are recorded in a special register signed, as the case may be in electronic form, by the Chairman of the Supervisory Board and another member of the Supervisory Board, which may be kept in electronic form in accordance with regulations in force. They are brought to the attention of the Chairman of the Company.

Copies or extracts of the minutes recording the decisions of the Supervisory Board are validly certified by the Chairman of the Supervisory Board or, where applicable, the secretary of the meeting.

ARTICLE 16 - REGULATED AGREEMENTS

The statutory auditor or, if he/she has not been appointed, the President of the Company, shall present to the shareholders a report on the agreements entered into directly or through an intermediary between the Company and its President, one of its managers (General Manager or one of the members of the Supervisory Board), one of its shareholders holding more than 10% of the voting rights or, in the case of a company as shareholder, the company controlling it within the meaning of Article L. 233-3 of the French Commercial Code.

For this purpose, the President must notify the statutory auditor, if any, of any agreements entered into within one (1) month of the conclusion of such agreements.

The shareholders shall decide on this report.

Agreements that are not approved are nevertheless valid, with the person concerned and, if applicable, the President and other managers being liable for any consequences harmful to the Company.

By way of derogation from the above, when the Company has a sole shareholder, the agreements entered into directly or through an intermediary between the Company, its manager (General Manager), its sole shareholder or, in the case of an associated company, the company controlling it within the meaning of Article L. 233-3 of the French Commercial Code, shall only be mentioned in the register of decisions.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

TITRE IV

DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE – DELEGUES DU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

ARTICLE 18 – DÉCISIONS COLLECTIVES/DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Sauf dispositions contraires des présents statuts ou des lois et règlements applicables, une décision collective des associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées à l'**Article 22** ci-après ou de l'associé unique est nécessaire pour prendre les décisions suivantes :

- (a) l'approbation, au moins une fois l'an et dans les six mois de la clôture de l'exercice, des comptes de l'exercice écoulé et l'affectation des résultats ;
- (b) la nomination, le renouvellement, la fixation de la rémunération, le remplacement ou la révocation du président, du ou des directeurs généraux et des membres du Conseil de Surveillance ;
- (c) la nomination ou le remplacement des commissaires aux comptes ;
- (d) toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;

The provisions of this article do not apply to agreements relating to current transactions and concluded under normal conditions.

The prohibitions provided for in Article L. 225-43 of the French Commercial Code apply, under the conditions determined by this article, to the President and managers (General Manager) of the Company.

ARTICLE 17 - STATUTORY AUDITORS

The control of the Company is carried out, if applicable, by one or more statutory auditors carrying out their office pursuant to the law.

SECTION IV

DECISIONS OF THE SHAREHOLDERS OR OF THE SOLE SHAREHOLDER - REPRESENTATIVES OF THE SOCIAL AND ECONOMIC COMMITTEE (“COMITÉ SOCIAL ET ECONOMIQUE”)

ARTICLE 18 – COLLECTIVE DECISIONS/DECISIONS OF THE SOLE SHAREHOLDER

Unless provided otherwise in these articles of association or the laws or regulations applicable, a collective decision of the shareholders in the conditions of quorum and majority set forth in **Article 22** herein or a decision of the sole shareholder is necessary to take the following decisions:

- (a) the approval, at least once per year and within six months of the end of the fiscal year, of the financial statements for the last fiscal year and the allocation of the results;
- (b) the appointment, renewal, determination of remuneration, replacement or removal of the president, the general managers and the members of the Supervisory Board;
- (c) the appointment or replacement of the statutory auditors;
- (d) any distribution to be made to the sole shareholder or shareholders, excluding the interim dividends;

(e) l'approbation ou refus d'approbation des conventions réglementées qui ont pu être conclues entre la Société et le Président, le Directeur Général ou l'un des membres du Conseil de Surveillance, directement ou indirectement ;

(f) l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital ;

(g) toute émission de valeurs mobilières donnant accès ou non, immédiatement ou à terme, au capital de la Société ou aux droits de vote ;

(h) la transformation de la Société, la fusion, la scission, l'apport partiel d'actifs ou la dissolution de la Société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur (sauf dans les cas où la loi n'exige pas l'approbation de l'opération par les associés) ;

(i) la prorogation de la durée de la Société ;

(j) les modifications de l'objet social ;

(k) et de manière générale, la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du Président en matière de changement de siège, en application de l'**Article 4** des statuts ;

(l) ainsi que, plus généralement, toute décision devant être prise par la collectivité des associés ou l'associé unique conformément à la loi en vigueur ou aux présents statuts.

Une décision collective des associés statuant à l'unanimité est nécessaire pour prendre les décisions suivantes :

(a) l'adoption ou la modification des clauses statutaires visées aux articles L. 227-13, L. 227-16 et L. 227-17 du Code de commerce,

(b) toute décision entraînant une augmentation des engagements d'un ou des associés ou toute décision nécessitant une décision collective des associés statuant à l'unanimité en vertu de la loi ou d'un règlement.

(e) the approval or refusal to approve of the agreements that may have been entered into between the Company and the President, the General Manager, and the members of the Supervisory Board directly or indirectly;

(f) the increase, the amortization or the reduction of the share capital;

(g) any issuance of securities whether or not giving a right to the share capital or the voting rights of the Company or to the voting rights, either immediately or at the end of their maturity period;

(h) the transformation of the Company, the merger, spin-off, partial asset contribution or dissolution as well as any rules regarding the liquidation and the powers of the liquidator (except in cases where the law does not require approval of the transaction by the shareholders);

(i) the extension of the duration of the Company;

(j) the amendments to the corporate purpose;

(k) and generally, the amendment to the provisions of these articles, excluding the power of the President related to the transfer of registered office, in compliance with **Article 4** hereof.

(l) and, generally, any decision that must be taken by the general meeting of shareholders or the sole shareholder in accordance with the law in force or these articles of association.

A unanimous collective decision of the shareholders is necessary to take the following decisions:

(a) the adoption or modification of the statutory clauses referred to by Articles L. 227-13, L. 227-16 and L. 227-17 of the French Commercial Code;

(b) any decision leading to an increase of the undertakings of the sole shareholder or shareholders or any decision requiring a unanimous collective decision of the shareholders in application of the law or a regulation.

ARTICLE 19 – MODES DE CONSULTATION

19.1 Décisions de l'associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé, l'associé unique détient tous les pouvoirs accordés aux associés par la loi et les présents statuts. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Sa volonté s'exprime par des décisions enregistrées par ordre chronologique dans un registre coté et paraphé de la même façon que les procès-verbaux d'assemblées ou les actes sous seing privé et sont signés par l'associé unique. Le cas échéant, les procès-verbaux ou actes constatant ces décisions seront établis sous forme électronique et le registre desdites décisions sera tenu de manière dématérialisée.

19.2 Décisions de la collectivité des associés

En cas de pluralité d'associés, les décisions de quelque nature qu'elles soient, sont prises soit en assemblée générale, soit par consultation écrite. Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés. Le cas échéant, les procès-verbaux ou actes constatant ces décisions seront établis sous forme électronique et le registre desdites décisions sera tenu de manière dématérialisée.

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun de leur choix.

Les décisions collectives d'associés sont prises à l'initiative du Président, ou le cas échéant du(des) Directeur(s) Général(aux), ou à la demande d'un ou de plusieurs associés détenant ensemble au moins 20% du capital social et des droits de vote (ci-après le « **Demandeur** »). Dans l'hypothèse où le Demandeur n'est pas le Président, ce dernier, s'il n'est pas associé, en est avisé par tout moyen.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives d'associés est arrêté par le Demandeur.

ARTICLE 19 – MEANS OF CONSULTATION

19.1 Sole shareholder's decisions

Where there is only one shareholder, the sole shareholder exercises the powers granted by the law and the articles of association to the shareholders collectively. The sole shareholder may not delegate his powers.

Its decisions are registered on a special register with numbered pages that shall be initialed in the same way as minutes of the general meetings or private deeds and are signed by the sole shareholder. As the case may be, the minutes or deeds of such decisions will be drawn up in electronic form and the register of said decisions will be kept in dematerialised form.

19.2 Collective decisions

If there are several shareholders, the decisions whatever their nature are to be made either in a general meeting, or by written consultation. They may also arise from the consent of all the shareholders being recorded in a private deed. As the case may be, the minutes or deeds of such decisions will be drawn up in electronic form and the register of said decisions will be kept in dematerialised form.

The voting rights attached to the shares are proportional to the share capital that they represent and each share gives to its holder the right to one vote.

Joint owners of shares are required to be represented before the Company by a joint proxyholder of their choice.

The collective decisions of the shareholders are taken at the initiative of the President, or where applicable the General managers, or at the request of one or more shareholders who together hold at least 20% of the share capital and voting rights (hereinafter the '**Applicant**'). If the Applicant is not the Chairman, the latter, if he is not a shareholder, shall be notified by any means.

The agenda of the collective decisions of the shareholders is decided upon the Applicant.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou transmission électronique.

19.2.1 Assemblée

L'assemblée générale est convoquée par un Demandeur.

La réunion peut avoir lieu en tout endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans la convocation. Elle peut aussi se tenir par téléconférence (conférence téléphonique ou visioconférence) ou par tout autre moyen de communication similaire, à condition que le moyen en cause réponde à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion de l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion (ou les modalités de connexion en cas de téléconférence) ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

L'assemblée générale est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé, le cas échéant sous forme électronique, par (i) le président de séance et (ii) au moins un associé, présent ou le mandataire d'un associé représenté.

19.2.2 Décisions prises par consultation écrite

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par transmission électronique), le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires, sont adressés par le Président à chaque associé, par tous moyens écrits en ce compris par transmission électronique.

Each shareholder has the right to take part in collective decisions by himself or by a proxy of his choice, who may or may not be a shareholder. Proxies may be given by any written means, including by fax or electronic transmission.

19.2.1 General meeting

The general meeting is called by an Applicant.

The meeting may be held at any location, in France or abroad, specified in the notice of meeting. It may also be held by teleconference (conference call or videoconference) or by any other similar means of communication, provided that the means in question meets the technical characteristics guaranteeing effective participation in the meeting, the proceedings of which are broadcast continuously.

Such call takes the form a notice sent by any written means, including electronic transmission eight (8) days at least before the date of the meeting, specifying the agenda (or connection details for teleconferences). However, when all the shareholders are present or represented, a general meeting may take place without prior notice.

The general meeting is chaired by the President, or in its absence, by a shareholder specially delegated or elected for this purpose by the meeting.

For each collective decision of the shareholders, an attendance sheet is issued and signed, as the case may be in electronic form, by (i) the chairman of the meeting and (ii) at least one shareholder present or the proxy of a represented shareholder.

19.2.2 Consultations in writing

In the event of a consultation in writing (including any consultation through electronic transmission), the President sends the text of the draft resolutions as well as the necessary documents, to each shareholder, by any written means including through electronic transmission.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits en ce compris par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé, le cas échéant sous forme électronique, par le Président auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

19.2.3 Décisions prises par acte sous seing privé

Les décisions collectives peuvent également résulter du consentement unanime des associés exprimé sous forme d'un acte sous seing privé, signé par tous les associés, le cas échéant sous forme électronique.

19.3 Information des commissaires aux comptes et de la délégation du personnel au comité social et économique

Le ou les commissaires aux comptes et la délégation du personnel au comité social et économique, s'il en existe, seront convoqués/invités à l'assemblée générale dans les mêmes conditions que les associés.

En cas de décisions prises par consultation écrite ou par acte sous seing privé constatant les décisions de l'associé unique ou les décisions de la collectivité des associés, les ou les commissaires aux comptes et la délégation du personnel au comité social et économique seront informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite ou à la signature de l'acte.

Shareholders shall have eight (8) days at least as from the date of receipt of the draft resolutions to return their vote in writing. The vote may be expressed by any written means including through electronic transmission. If a shareholder does not reply within the time granted to the shareholders to reply (if such time is not specified in the resolutions, it will be of eight (8) days), he shall be considered to have abstained. If the votes of all shareholders are received before the expiration of such time, the resolution shall be considered to have been voted upon at the date of receipt of the last vote.

The collective decision of the shareholders are to be recorded in minutes, drawn up and signed, as the case may be in electronic form, by the President to which each reply of the shareholders is to be attached and which is immediately communicated to the Company to be recorded in the conditions referred to hereinafter.

19.2.3 Consent expressed in a private deed

The collective decisions may also arise from the unanimous consent of the shareholders being expressed in a private deed, signed by all the shareholders, as the case may be in electronic form.

19.3 Information for the statutory auditor(s) and the representatives of the social and economic committee

The statutory auditor(s) and the representatives of the social and economic committee ("*Comité Social et Economique*"), if any, are called/invited to the general meeting under the same conditions as the shareholders.

In the event of decisions taken by written consultation or by private deed recording the decisions of the sole shareholder or the shareholders, the statutory auditor(s) and the representatives of the social and economic committee shall be informed, by any means, prior to the written consultation or the signing of the deed.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Lors de toute consultation des associés ou de l'associé unique, chacun d'eux a le droit d'obtenir, en sus du texte des résolutions soumises pour approbation, les documents et informations nécessaires afin de pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur lesdites résolutions.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION AUX VOTES - PROCURATIONS

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre d'actions qu'il détient, avec un nombre de voix égal au nombre d'actions dont il est titulaire et sans limitation.

En cas de pluralité des associés, tout associé peut, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée ou de participer personnellement à la conférence téléphonique ou audiovisuelle ou à la décision par voie écrite, se faire représenter, en choisissant l'une des deux formules suivantes :

- donner une procuration à un mandataire identifié, qui peut être une personne physique ou morale, associée ou non ; ou
- adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire ; dans ce cas le Président émet, de la part de l'associé en question, un vote favorable à l'adoption des résolutions soumises aux votes des associés.

Les mandats peuvent être établis par tous moyens écrits (en ce compris sous forme électronique) et notamment par télécopie ou transmission électronique, et pour être pris en compte, doivent parvenir à la Société au plus tard à l'heure prévue pour l'assemblée. Toutefois, en cas de décision collective prise par voie de décision écrite, la procuration doit être transmise à la Société avant ou en même temps que l'exemplaire de la décision écrite signée par le mandataire.

En cas de contestation sur la validité d'un tel mandat, la charge de la preuve incombe à celui qui souhaite se prévaloir de l'irrégularité du mandat.

En cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 20 RIGHT OF COMMUNICATION AND ACCESS TO INFORMATION OF THE SHAREHOLDERS OR OF THE SOLE SHAREHOLDER

In the event of any consultation of the shareholders or the sole shareholder, each shareholder shall have the right to obtain, in addition to the text of the resolutions submitted for approval, the documents and information necessary in order to be able to make an informed decision on such resolutions.

ARTICLE 21 - PARTICIPATION IN VOTING - PROXIES

Each shareholder has the right to participate in the collective decisions, regardless of their nature and of the number of shares he holds, with a number of votes equal to the number of shares he owns, without limitation.

If there are several shareholders, any shareholder may, rather than attending a meeting in person or participating in person during a telephone or video conference, or a written decision, be represented, by choosing between one of the following possibilities:

- give a proxy to an identified proxy-holder, who may be an individual or a corporate entity, whether or not a shareholder of the Company; or
- send a proxy to the Company without indicating the name of a proxy holder; in such case, the President shall cast a vote, on behalf of the shareholder in question, in favor of the resolutions submitted to the shareholders.

The proxies may be established by any written means (including in electronic form), in particular, by fax or electronic transmission, and, in order to be taken into account, must reach the Company no later than the time fixed for the meeting. However, in the event of a collective decision taken by way of a written decision, the proxy must be sent to the Company before or at the same time as the copy of the written decision signed by the representative.

In the event of a dispute as to the validity of such a proxy, the burden of proof shall bear on the person purporting to invoke the irregularity of the proxy.

If there is only one shareholder, such shareholder may not delegate his authority.

ARTICLE 22 - QUORUM ET MAJORITÉ

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés ne peut valablement statuer que dans la mesure où les associés présents ou représentés détiennent au moins 50% des droits de vote attachés aux actions émises par la Société.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, sauf dans le cas où il en est disposé autrement par une disposition de la loi, toutes les décisions collectives d'associés sont adoptées à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés ou votant dans le cadre d'une consultation écrite.

ARTICLE 23 – DELEGATION DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les membres de la délégation du personnel au comité social et économique de la Société exercent auprès du Président les droits qui leur sont attribués par les articles L. 2312-72 à L.2312-77 du Code du travail.

ARTICLE 22 - QUORUM AND MAJORITY

In the event of a plurality of shareholders, the shareholders can only validly rule if the shareholders present or represented hold at least 50% of the voting rights attached to the shares issued by the Company.

Where the Company has more than one shareholder, unless otherwise provided by law, all collective decisions of the shareholders shall be adopted by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented or voting in a written consultation.

ARTICLE 23 – EMPLOYEE DELEGATION TO THE SOCIAL AND ECONOMIC COUNCIL

The members of the employee delegation to the social and economic council of the Company exercise with the President the rights granted to them by the Articles L. 2312-72 to L.2312-77 the Labor Code.

TITRE V

COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'un (1) an, qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier exercice social de la Société courra à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2025.

ARTICLE 25 - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat sauf dispense prévue par la loi.

Lorsque cela est requis par la loi, le Président établit un rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi et tous autres sujets prévus par la loi.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice dans un délai maximal de six (6) mois suivant la clôture dudit exercice, ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

SECTION V

FINANCIAL STATEMENTS

ARTICLE 24 - FISCAL YEAR

Each fiscal year lasts one (1) year, starting on January 1st and ending on December 31 of each year.

Exceptionally, the first fiscal year of the Company will run from its registration with the Trade and Companies Registry until December 31, 2025.

ARTICLE 25 - ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS

The books of the Company shall be kept in accordance with the law.

At the end of each financial year, the President draws up an inventory of the various assets and liabilities existing at that date.

He also draws up the balance sheet describing the assets and liabilities and showing shareholders' equity separately, the income statement summarising the income and expenses for the financial year, and the notes supplementing and commenting on the information given in the balance sheet and income statement, unless an exemption is provided for by law.

When required by law, the President prepares a management report on the situation of the Company during the past financial year, its foreseeable development, the significant events that occurred between the closing date of the financial year and the date on which it is prepared and any other matters provided for by law.

The sole shareholder, or, if there are several shareholders, a collective decision of the shareholders, shall approve the financial statements of the fiscal year, within six (6) months of the end of such fiscal year, or, in the event of an extension, within the extension period granted by court decision.

ARTICLE 26 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Sur le bénéfice de l'exercice social, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, le montant de la réserve légale est devenu inférieur au dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve conformément à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés en proportion du nombre d'actions leur appartenant.

L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.

Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital effectivement souscrit à la date en question augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 26 - ALLOCATION OF THE RESULTS

From the profit of each fiscal year, reduced by the losses, if any, of the prior years, at least five per cent shall be deducted for the "statutory reserve" ("*réserve légale*"). This deduction shall cease to be compulsory when the statutory reserve reaches one tenth of the share capital; it shall again become compulsory when the statutory reserve, for whatever reason, falls below one tenth of the share capital.

The distributable profit shall consist of the profit of the fiscal year, reduced by any prior losses and the amounts to be allocated to the "statutory reserve" pursuant to the above paragraph, and increased by any retained earnings.

The profit may be allocated to reserves or distributed to the shareholders in proportion to the number of shares owned by them.

The sole shareholder or the shareholders may decide to distribute amounts drawn on the available reserves, provided that the dividends be drawn, in priority, on the profits of the fiscal year whose accounts have just been approved, under the conditions set forth by law.

No distribution shall be made to the shareholder(s), other than in the event of a reduction in the share capital, when the net equity is or, as a result of such distribution, would become, less than the share capital effectively subscribed as of the date in question, increased by the reserves that may not be distributed pursuant to the law or these articles of association. The excess resulting from the revaluation of assets over historical costs may not be distributed. It may be capitalized in whole or in part.

Losses, if any, are, following the approval of the accounts, carried forward until such time if any as they may be fully offset against subsequent profits.

ARTICLE 27 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés ou de l'associé unique, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social ou, et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, de réduire son capital social du montant nécessaire pour que la valeur des capitaux propres soit au moins égale à la moitié de son montant.

Si, avant l'échéance mentionnée au deuxième alinéa du présent article, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social alors que le capital social de la société est supérieur à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat en fonction de la taille de son bilan, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant cette échéance, de réduire son capital social, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiée, pour le ramener à une valeur inférieure ou égale à ce seuil.

ARTICLE 28 - DIVIDENDES

La distribution de dividendes et, le cas échéant, les modalités de mise en paiement des dividendes sont décidées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés. La mise en paiement d'un dividende doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (9) mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par décision de justice.

Les associés statuant sur les comptes de l'exercice pourront accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, la faculté de choisir entre la perception du dividende en numéraire ou en actions.

ARTICLE 27 - SHAREHOLDERS' EQUITY LESS THAN HALF OF THE SHARE CAPITAL

If, as a result of the losses recorded in the accounting documents, the Company's shareholders' equity falls below half of the share capital, the President shall be required, within four months of the approval of the accounts showing such losses, to initiate a collective decision by the shareholders or the sole shareholder to decide whether the Company should be early dissolved.

If the dissolution is not pronounced, the Company shall be obliged, at the latest at the end of the second financial year following that in which the losses were incurred, restore its shareholders' equity to a value at least equal to half of the share capital or, and subject to the legal provisions relating to the minimum capital in simplified joint stock companies, to reduce its share capital by the amount necessary to bring the value of its shareholders' equity to at least half of its amount.

If, before the deadline mentioned in the second paragraph of this article, the shareholders' equity has not been reconstituted to a value at least equal to half of the share capital, even though the company's share capital exceeds a threshold set by decree by the Conseil d'Etat according to the size of its balance sheet, the company is obliged, at the latest at the close of the second financial year following this deadline, to reduce its share capital, subject to the legal provisions relating to the minimum capital in simplified joint stock companies, to a value less than or equal to this threshold.

ARTICLE 28 - DIVIDENDS

The distribution of dividends and, where applicable, the terms and conditions for the payment of dividends are decided by the sole shareholder or, if there are several shareholders, by a collective shareholders' decision. However, the payment of a dividend must be made within a maximum period of nine (9) months following the end of the fiscal year, except in case of extension of this period by court decision.

The shareholders approving the financial statements of the fiscal year may grant to each of the shareholders, for all or part of the dividend being distributed, the option of choosing to receive such dividend in cash or in shares.

L'offre de percevoir un dividende en actions ainsi que les modalités pour la demande de paiement en actions, le prix et les autres conditions d'émission des actions et l'augmentation de capital seront régis par la loi et les règlements applicables.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le ou les commissaires aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent et, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des présents statuts, et compte tenu du report à nouveau bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, le ou les associés, par voie d'une décision collective des associés, ou d'une décision de l'associé unique, peut décider de distribuer des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice ainsi que d'en fixer le montant et la date de répartition. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice déterminé conformément aux dispositions ci-avant.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 29 - DISSOLUTION ANTICIPÉE

- 27.1. La dissolution anticipée de la Société peut être décidée à tout moment par décision du ou des associés statuant dans les conditions prévues aux articles 17 à 21 ci-dessus.
- 27.2. La dissolution de la Société pourra également être prononcée par décision de justice à la demande de tout intéressé et dans les conditions prévues par la loi lorsque les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social.
- 27.3. La dissolution met fin aux fonctions du Président et, le cas échéant, du/ des Directeur(s) Général(aux). Le(s) commissaire(s) aux comptes conserve(nt) leur mandat si la décision de dissolution anticipée en décide ainsi.

The offer of being paid a dividend in shares, as well as the form of the request for payment in shares, the price and other conditions of the issue of the shares and the increase of the capital, shall be governed by the applicable law and regulations.

When a balance sheet established during or at the end of a given fiscal year and certified by the statutory auditor(s) shows that, since the end of the prior fiscal year and after allocation of the required depreciation and reserves and after deduction, if appropriate, of any prior losses and any amounts to be allocated to reserves pursuant to the law or these articles of association, and taking into account the retained earnings, the Company has made a profit, the shareholder(s), by way of a collective shareholders' decision, or the sole shareholder's decision, may decide to distribute interim dividends prior to the approval of the financial statements for that fiscal year, and to set the amount and date of payment of such dividends. These interim dividends may not exceed the amount of the profit of the fiscal year in question, determined in accordance with the provisions thereof.

SECTION VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 29 - EARLY DISSOLUTION

- 27.1. The early dissolution of the Company can be decided at any time by the sole shareholder or the shareholders voting pursuant to the conditions set forth in Articles 17 to 21 above.
- 27.2. If the shareholders' equity becomes less than half of the share capital the dissolution of the Company can also be decided by a court at the request of any interested party and pursuant to the conditions set by law.
- 27.3. The dissolution terminates the office of the President, and, where applicable, the General Manager(s). The statutory auditor(s) remain in office if the early dissolution decision so decides.

27.4. Si la Société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

Hormis les cas de dissolution décidée par l'associé unique, de fusion ou de scission, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

Une telle dissolution de la Société est décidée par une décision collective des associés qui définit le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

Les associés sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant l'existence de la vie de la Société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés, ou l'associé unique, et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou, plus généralement, la conduite des affaires sociales, sont soumises exclusivement à la juridiction compétente du lieu du siège social.

ARTICLE 32 – IDENTITÉ DU PREMIER ASSOCIÉ

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R. 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés par la société 4PS BV, société de droit néerlandais, dont le siège social est situé Keplerlaan 16, 6716BS Ede, Pays-Bas, identifiée sous le numéro 08087997.

27.4. If there is only one shareholder, the dissolution, regardless of its cause, results in the transfer of all assets and liabilities of the Company to the sole shareholder, without the occurrence of a liquidation procedure, under the conditions set forth by law.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

Except in the event of a dissolution decided by the sole shareholder, or in the event of a merger or a spin-off, the dissolution of the Company shall result in its liquidation.

Such dissolution of the Company is decided by a collective shareholders' decision, which determines the conditions for the liquidation, appoints the liquidator and determines his authority.

The shareholders are consulted at the end of the liquidation process to take the necessary decisions with respect to the final accounts of the liquidation, the final discharge of the liquidator and the termination of his office, and to acknowledge the completion of the liquidation.

ARTICLE 31 - DISPUTES

All disputes which may arise during the existence of the Company or during its liquidation, whether between the shareholder(s) and the Company, or between the shareholders themselves, arising from the interpretation or the implementation of these articles of association or, more generally, arising out of the conduct of the Company's business, shall be submitted to the exclusive jurisdiction of the courts having jurisdiction over the registered office of the Company.

ARTICLE 32 - IDENTITY OF THE FIRST SHAREHOLDER

In compliance with the provisions of Article R. 224-2 of the French Commercial Code, it is indicated that these articles of association have been signed by 4PS BV, a company incorporated under Dutch law, having its registered office located at Keplerlaan 16, 6716BS Ede, the Netherlands, identified under the number 08087997.

TITRE VII

AUTORISATION ET REPRISE D'ENGAGEMENTS – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT - COMMISSAIRES AUX COMPTES - PUBLICITÉ

Les dispositions du présent titre VII constituent des dispositions transitoires et, ne seront pas reprises dans les statuts de la Société postérieurement à la constitution, sans qu'une décision spécifique en ce sens de l'associé unique ou de la collectivité des associés ne soit requise.

ARTICLE 33- AUTORISATION ET REPRISE D'ENGAGEMENTS

L'associé unique approuve les actes accomplis pour le compte de la Société en formation, tels qu'ils sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts.

Ces opérations et engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

ARTICLE 34- NOMINATION DU PREMIER PRÉSIDENT

Monsieur Bertrand Pallud, de nationalité française, né le 9 décembre 1975 à Chambéry (73000), France, demeurant 87 Avenue Paul Doumer, 75116 Paris, France, est nommé en qualité de premier Président de la Société, pour une durée indéterminée et sans rémunération.

Monsieur Bertrand Pallud accepte les fonctions de Président et confirme en tant que de besoin qu'aucune incompatibilité ou interdiction ne s'oppose à sa nomination.

SECTION VII

AUTHORIZATION AND RATIFICATION OF UNDERTAKINGS – APPOINTMENT OF THE FIRST PRESIDENT - STATUTORY AUDITORS - PUBLIC NOTICE

The provisions of this section VII constitute transitional provisions and shall not be included in the articles of association of the Company after its incorporation, without a specific decision for this purpose by the sole shareholder or the shareholders being required.

ARTICLE 33 - AUTHORIZATION AND RATIFICATION OF UNDERTAKINGS

The sole shareholder approves the acts entered into on behalf of the Company in formation, as such acts are set forth in the annex to these articles of association.

As from the moment of the Company's registration with the Trade and Companies Registry, these acts and the undertakings resulting from them will be deemed to have been entered into by the Company as from the beginning for its own account.

As from the registration of the Company with the Trade and Companies Registry, these acts will be deemed to have been entered into by the Company.

ARTICLE 34 - APPOINTMENT OF THE FIRST PRESIDENT

Mr. Bertrand Pallud, a French citizen born on December 9, 1975 in Chambéry (73000), France, residing 87 Avenue Paul Doumer, 75116 Paris, France, is appointed as first President of the Company, for an indefinite period and without any remuneration.

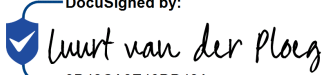
Mr. Bertrand Pallud accepts the office entrusted to him and confirms that he is not subject to any incompatibility or prohibition preventing his appointment.

ARTICLE 35 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la réglementation, en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Signé par voie électronique au moyen d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de chaque signature avec les présents Statuts conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil (i.e., DocuSign®).

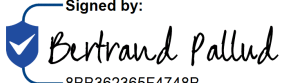
Le 10 mars 2025.

DocuSigned by:

9D43CA0E40DD43A...

4PS BV

Associé Unique

Représenté par Monsieur Luurt Albert Sibrand van der Ploeg

Signed by:

8BB362365F4748B...

Monsieur Bertrand Pallud

Président¹

ARTICLE 35 - PUBLIC NOTICE - POWERS

All powers are conferred on the holder of an original, a copy or an extract of these articles of association for the purpose of carrying out all the formalities required by the law, in relation to the registration of the Company with the Trade and Companies Registry.

Signed electronically by means of a reliable identification process that guarantees the link of each signature with these Articles of Association in accordance with the provisions of Article 1367 of the Civil Code (i.e., DocuSign ®).

On 10 March 2025.

¹ Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour acceptation des fonctions de Président »

**ETATS DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA
SOCIETE EN FORMATION**

- Ouverture d'un compte bancaire auprès de la banque Deutsche Bank AG, Paris Branch en date du 28 janvier 2025 ;
- Conclusion d'un contrat de sous-location avec la société HILTI France (971 204 052 RCS Versailles) en date du 7 mars 2025.

**INVENTORY OF ACTS CARRIED OUT ON BEHALF OF THE
COMPANY IN FORMATION**

- Opening of a bank account with Deutsche Bank AG, Paris Branch on 28 January 2025;
- Conclusion of a sub-lease agreement with HILTI France (971 204 052 RCS Versailles) on 7 March 2025.